

Genre en Action

www.genreenaction.net

Réseau Genre en Action, CEAN, IEP de Bordeaux, 11 Allée Ausonne, 33607 Pessac Cedex, France

BULLETIN Numéro 3 – Février 2005

RENFORCER LE GENRE DANS LA RECHERCHE... POUR EN FINIR AVEC L'INSOUTENABLE INVISIBILITÉ DES FEMMES

Du 25 au 27 novembre 2004, l'Ecole doctorale de sciences politiques de l'IEP et de l'université de Bordeaux IV, en collaboration avec le réseau "Genre en Action" et le Centre d'Étude d'Afrique Noire, a organisé des journées d'études sur le thème 'Renforcer le genre dans la recherche'. Bilan de ces rencontres.

UN ENJEU DE LONGUE DATE, PAS UNE MODE

Les questions de genre ne sont pas nouvelles ! C'est ce qu'a rappelé **Catherine Coquery-Vidrovitch** (Univ. Paris VII) citant Olympe de Gouges qui, en pleine Révolution française a lancé une "Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne". Sans grand succès puisque le Code Napoléon qui a dominé le droit Français – et celui des ex-colonies françaises – jusqu'à nos jours a fermement ancré dans le cadre législatif l'idée de la femme au foyer, subordonnée à l'homme. Les politiques natalistes qui suivront les deux Guerres Mondiales accentueront le rôle des femmes «mères avant tout».

Des luttes féministes des années 1960 à la loi de la parité de 2000, différents combats ont tenté d'en finir avec "l'insoutenable invisibilité des femmes" : des luttes pour le pouvoir collectif des femmes (par exemple pour le droit de vote obtenu en 1944) aux revendications pour des droits individuels (l'avortement en 1974), les acquis féministes ont irrémédiablement bouleversé la société française depuis plus de quarante ans.

Dans les pays francophones du Sud, les luttes des femmes ont pris un autre tournure, comme l'a noté **Christine Verschuur** (IUED de Genève). Ayant acquis le droit de vote en même temps que les hommes à l'Indépendance de leurs pays, leurs combats ont porté sur d'autres revendications : accès à la sphère publique, à la prise de décision, à des conditions sanitaires décentes, à l'éducation, l'égalité civile. Les tensions évoquées par **Fatou Sow** (IFAN/Dakar et Paris VII) entre féministes du Nord et du Sud et qui persistent de nos jours, tiennent en partie au manque de reconnaissance par les féministes du Nord (y compris anglo-saxonnes) des intérêts différents que poursuivent les femmes du Sud.

En Afrique, la lutte des femmes est restée en marge de la lutte pour les Indépendances. En France, elle a eu du mal à s'imposer comme partie intégrante de la lutte des classes. Le besoin de reconnaissance de la contribution des femmes a donné naissance à une littérature axée sur l'histoire des femmes à partir des années 1980 (par ex. les recherches de Michèle Pérot).

Mais l'histoire des femmes n'est pas l'histoire du genre. Alors que les recherches sur les femmes peinaient à pointer en France, les pays anglo-saxons et nordiques ont, dès les années 1960, porté des regards croisés sur les femmes et...

les hommes, la relation entre genre et race/ethnicité, la construction de la sexualité, et les femmes dans les pays du Sud. De fait, ont émergé de ces mélanges des études et des recherches sur le genre (et pas seulement les femmes), les gays et lesbiennes, la diversité sociale, la masculinité et... "Femmes et Développement", ancêtre de l'approche "Genre et Développement". Dès les années 1960, des recherches anglo-saxonnes et nordiques ont montré que les programmes de coopération au développement avaient détérioré les conditions de vie des femmes. Ces recherches ont largement contribué à influencer les politiques de développement (à commencer par celle de l'agence américaine Usaid) puis les Nations Unies à partir de la "Décennie des femmes" (1976-1985). De telles synergies ont tardé à se mettre en place en France et le passage de "femmes" à "genre" – qui inclut "homme" – reste difficile. Preuve en est que les francophones ont encore tendance à s'engluer dans des débats sémantiques sur le terme "genre" !

LE BIAIS MASCULIN

Pourquoi ce retard des recherches francophones ? Certains avancent l'hypothèse que les sciences sociales françaises ont longtemps été réticentes envers le principe de la désagrégation par groupes sociaux (classes sociales mais surtout ethnies, nations, "races", et bien sûr genre) sous couvert du principe d'universalité et pour éviter toute forme de communitarisme. Mais, alors que les autres formes de rapports sociaux sont maintenant davantage prises en compte, les questions de genre restent bien plus marginalisées. Il faut donc aller plus loin, selon **Emmanuelle Le Nouvel** (doctorante, université de Bordeaux) et déconstruire les concepts et hypothèses qui engendrent le "biais masculin" des sciences sociales et politiques. Il faut remettre en question la notion de l'Homme générique qui inclurait "par défaut" la femme et aurait vocation à représenter l'autre sexe, comme si une communauté d'intérêt les liait forcément et mettait sur un pied d'égalité leurs envies, leurs expériences, et leurs besoins. Au cœur de ce biais androcentrique se trouve l'hypothèse du "chef-de-ménage", foncièrement pensé comme homme, même par les femmes, représentant automatique, principal gagne-pain et protecteur des biens et des membres du ménage. Cette hypothèse, et le pouvoir "naturel" conféré à l'homme dans la sphère domestique du ménage, s'étend bien entendu à la sphère publique. Dans cette représentation de la famille et de la société, la femme apparaît comme "un îlot de tradition dans la modernité".

C'est ce biais masculin qui a longtemps masqué le rôle économique des femmes, notamment dans le secteur informel.





GENRE EN ACTION

Des recherches éclairent maintenant le lien entre le rôle reproductif et productif des femmes, leurs contributions invisibles aux budgets nationaux et au fonctionnement des sociétés à travers la "l'économie des soins" (la "care economy"). Plus récemment, ce sont des recherches sur la place des femmes dans les migrations internationales, la mondialisation et la nouvelle division internationale du travail et les processus de démocratisation des pays (y compris en situation de post-conflit) qui mettent en évidence le "biais masculin" des sociétés et des institutions.

L'analyse d' **Isabelle Droy** (IRD) sur des processus et des outils d'enquête utilisés dans le cadre des Programmes de Lutte contre la Pauvreté (initiative de la Banque Mondiale liée au désendettement des pays les plus pauvres) a illustré comment le biais masculin peut influencer le recueil de données désagrégées par genre et fausser les résultats de la recherche. Par exemple, dans certains pays, les questionnaires des "enquêtes-ménage" n'incluent pas le revenu des femmes et ne comptabilisent que les revenus de l'homme "chef-de-ménage". Or, en Afrique subsaharienne, la contribution des femmes est souvent très importante, qualitativement et quantitativement. Donc, sans prise en compte des revenus des femmes, des ménages peuvent être classés "très pauvres" alors qu'ils ne le sont pas. Autre constat, les indicateurs recherchés dans ces enquêtes n'abordent pas la question de la prise de décision et de l'auto-mobilisation des femmes (l'*empowerment*), facteur essentiel pour la réduction de la pauvreté. Le "biais masculin" se traduit dans la démarche des enquêtes, pas seulement dans les outils. L'obtention d'informations sur les femmes *par* les femmes devrait faire l'objet d'un effort méthodologique conscient et nécessite la formation des chercheurs, statisticiens etc.

LE GENRE : LES MÉTHODES

Les études de cas présentées lors des Journées d'étude ont montré que la prise en compte du genre dans une recherche pouvait être un choix conceptuel et méthodologique *a priori* mais aussi *a posteriori*.

Certaines recherches ont les rapports femmes/hommes comme principal objet d'étude. Par exemple, **Anne Attané** (post doctorante, Université de Provence et EHESP Marseille) a illustré qu'une étude approfondie des relations de genre (à partir des cérémonies traditionnelles au Burkina Faso) pouvait servir à comprendre les relations de pouvoir entre membres d'un ménage, d'une famille, d'une communauté, alliant la variable genre à d'autres variables telles que l'âge, la place dans la fratrie, le statut marital etc. Une telle recherche peut aider à cerner les processus d'*empowerment* des femmes et des hommes en portant un regard particulier sur les facteurs et les contraintes aux changements sociaux.

Le rôle politique des femmes vu sous l'angle du genre est aus-

si un thème de recherche qui se développe. Le genre comme outil d'analyse permet d'aborder spécifiquement les questions de discrimination et d'(in)égalité entre les femmes et les hommes pour comprendre les blocages et mettre en place des actions concrètes pour promouvoir réellement les femmes dans la politique. Clémence Labrousse (doctorante au CERVIL, IEP de Bordeaux), en se penchant sur les effets de la loi pour la parité en France et le processus d'apprentissage du métier politique par les femmes et les hommes, a mis en évidence, outre le machisme des institutions et de certains élus, qu'une recherche axée sur le genre pouvait nous aider à mettre en

avant des comportements (par exemple l'attitude "féministe" des femmes élues, qui allient souvent un discours féministe avec un comportement de mâle), des enjeux de pouvoir clairs (préférence donnée à des femmes jeunes qui ne sont pas les rivales politiques des hommes en place, contrairement à des femmes plus expérimentées, ou à d'autres hommes), et des pratiques institutionnelles fermement ancrées dans les mentalités qui attribuent les portefeuilles "sociaux" aux femmes et "économiques" aux hommes). L'expérience des travaux sur le genre du Gras (Groupe de Recherche sur l'Afrique du Sud, Université de la Réunion) sur l'Afrique du Sud illustrent aussi que les femmes travaillent en réseau et ont enclenché une remise à plat des systèmes de participation (par exemple, horaires et lieux des réunions) pour permettre leur participation équitable. Ce travail est nécessaire même si, comme l'a rappelé **Claude Féral**, l'Afrique du Sud post-apartheid a mis en place tout un mécanisme national de surveillance sur les questions femmes/hommes. Réalité pas seulement du Sud, puisque que **Carmen Coumau** qui mène des enquêtes en tant que Déléguée à la parité à Blanquefort en Aquitaine, rapporte que le pouvoir et les préoccupations municipales y sont aussi très masculines.

Autre cas de figure : des recherches sectorielles intègrent le genre comme variable a priori. C'est le cas des travaux de **Kamala Marius Gnanou** (Université de Bordeaux III) qui s'intéresse aux questions de territoire, de mobilité et de travail. En Inde, où elle a conduit ses recherches, elle est obligée de penser le concept de travail à travers le genre, face à la transformation des modèles de division du travail amenée notamment par l'implantation des zones franches. Des femmes socialisées pour la sphère domestique, que la pauvreté propulse de chez elles à l'usine, des emplois sans droits, du travail sans pouvoir, des femmes qui travaillent et des hommes au chômage, du travail salarié qui s'ajoutent aux tâches domestiques des femmes.

Mais il existe aussi des recherches qui "trébuchent" sur le genre, non pas par hasard, mais par nécessité, alors que l'approche n'était pas prévue au départ. C'est le cas par exemple d'une étude sur la démocratie participative au Brésil menée par **Marion Gret** (membre associée de l'IHEAL, Paris) qui a dû se rendre à l'évidence que la question du genre et des femmes faisait partie intégrante du processus participatif en train de se mettre en place. Elle a dû repenser son objet pour mettre en évidence non seulement la très forte mobilisation des femmes des favelas dans le processus participatif mais aussi les logiques d'exclusion qui cantonnent ces femmes en bas de l'échelle des prises de décision. Pour sa part, **Aurélié Latoures** (doctorante au CEAN, IEP de Bordeaux) a évoqué comment, à part d'un sujet sur les femmes (une étude comparative de la prise en compte des mutilations sexuelles dans les politiques publiques au Mali et au Kenya), elle a dû passer de "femme" à "genre" pour intégrer une approche genre pour aborder la part des hommes et des institutions dans ce domaine. Ce faisant, elle a senti que son étude devenait plus consensuelle car moins labellisée "féministe".

GENRE ET FÉMINISMES SUD/NORD

Ces recherches, quelle que soit leur intersection, totale ou partielle, avec le genre, mettent le doigt sur des enjeux capitaux : les femmes travaillent de plus en plus, elles sont de plus en plus présentes dans la sphère publique où elles prennent la relève des Etats démissionnaires et "ajustés" par les plans structurels mis en place dès les années 1980 par le Fonds Monétaire International pour "redresser" et "moderniser" les dépenses publiques des pays du Sud, elles ont des responsabilités et des tâches accrues qui ne sont pas forcément assorties de pouvoir au sein du ménage ou des espaces publics (travail, associations, etc). Par ailleurs, si les femmes entrent dans de nouvelles sphères, les hommes, eux, ne sont guère plus présents qu'avant dans la sphère domestique et leurs réticences à partager le pouvoir est multiforme.

Cependant, rappellent les chercheur-es et féministes du Sud, il ne faudrait pas ce faisant accentuer cette stigmatisation de la femme-du-Sud-victime-et-tyrannisée, passant d'un joug à l'autre, ou les cumulant. Même si on postule les inégalités, les femmes de doivent pas toujours être "les pauvres malheureuses". Les femmes

trouvent dans certains contextes des solutions pour gagner du terrain, souvent sans défier de front le statu quo du pouvoir masculin. En Inde, une fois mariées, les femmes quittent leur emploi à l'extérieur mais continuent à travailler à la maison en sous-traitance. En Afrique, celles qui le peuvent font appel à une "petite bonne", donc une autre femme, souvent assujettie, qui les remplace à la maison. Autant de complexités dont la recherche doit rendre compte.

Les femmes du Sud font des choix et les femmes du Nord sont capables d'impérialisme idéologique. Il faut que la recherche faite au Sud soit aussi faite par les chercheurs du Sud, y compris par les femmes, qui doivent s'appropriier les concepts, les outils et les enjeux du genre. Et ce, afin d'éviter une "momification" des femmes du Sud dans des stéréotypes formés par les anthropologues du Nord. **Yamina Rahou** (CRASC, Oran), en mettant en évidence le paradoxe d'une société patriarcale qui incrimine les mères célibataires et déresponsabilisent les hommes en Algérie, se situe dans cette tentative d'appropriation du concept.

Faut-il donc être féministe pour travailler sur le genre ? L'approche genre est-elle forcément militante ? Oui et non ! Le féminisme a toujours "mauvaise presse", et les institutions dans leur ensemble, privées et publiques confondues, sans oublier le monde associatif, perçoivent encore ces enjeux comme des histoires de "bonnes femmes", qui concernent la sphère domestique et non point la sphère politique, souvent portées par des hystériques agressives... Il est alors peu surprenant que de jeunes chercheurs, femmes et hommes, hésitent à aborder le sujet. Les jeunes chercheuses (ce sont encore surtout des femmes) qui travaillent sur le genre se demandent donc si ce thème sera porteur d'emploi dans un contexte où les institutions de recherche et d'enseignement, les politiques publiques (y compris l'aide publique au développement) et la société civile restent peu ouvertes, voire hostiles au sujet.

Certain-es chercheur-es s'inquiètent de ce que le genre va empiéter sur leurs travaux en devenant un "incontournable" imposé par les bailleurs de fonds. D'autres sont mal à l'aise face à cette tendance de vouloir "mettre du genre partout" et pensent que l'on confond "recherche, science et militantisme". Y a-t-il, demande **Céline Thiriou** (CEAN, maître de conférence à l'IEP de Bordeaux) qui travaille sur le thème des conflits et de l'armée, des sujets plus propices au genre que d'autres ? N'y a-t-il pas aussi un risque que les femmes se sentent "obligées" de travailler le genre, même si leurs intérêts de recherche sont ailleurs, notamment dans des sujets traditionnellement "masculins", et qu'un nouveau ghetto soit ainsi créé ?

JUSTIFICATIONS DU GENRE

Face à ces questionnements, les débats ont mis en évidence qu'il n'y a pas de dichotomie entre une approche militante des "femmes" et une approche scientifique du "genre". Certes, ce sont surtout des femmes féministes qui ont, jusqu'à présent, porté les questions de genre. Même quand leur approche est scientifique, elle est souvent dévalorisée parce qu'elle est aussi idéologique. Avec le recul et l'expérience des décennies passées, il est évident qu'au-delà des argumentaires féministes, d'autres justifications peuvent être mises en avant pour désamorcer les réticences des chercheur-es à la prise en compte du genre.

L'argument scientifique est crucial. Pour nombre de participant-es, l'approche genre est avant tout une volonté de mieux comprendre, de ne pas passer à côté d'éléments de compréhension essentiels, de mettre en relief des mécanismes et des facteurs sociaux qui autrement restent cachés. Le cinéaste Burkinabé **Dragos Ouedraogo** (Bordeaux II, cinéaste-réalisateur) a pour sa part insisté sur le fait que peu de femmes cinéastes

africaines parlent des femmes, mais que le traitement de sujets sociaux qui affectent spécifiquement les femmes (la polygamie, l'excision, le mariage forcé) devrait être la responsabilité de tout chercheur qui s'intéresse aux sciences sociales. Dans le contexte des pays dits "en transition", l'approche doit être appliquée pour comprendre l'impact des changements sur les rapports femmes-hommes dans la construction de nouveaux modèles de socialisation et de pouvoir dans les sphères publique et privée (violence domestique, traite des femmes, stratégies de survie des femmes et des hommes), avec une attention particulière sur la place des hommes et des questions de masculinité.

En amont de l'argument scientifique, la prise en compte du genre est posée comme une question d'éthique qui n'est pas forcément féministe. Si l'on accepte, dit **Fatou Sow**, que "ce qui pose problème ce n'est ni les femmes, ni le genre mais le développement", alors l'approche genre est un outil d'analyse essentiel à l'analyse des sphères de pouvoir et d'oppression omniprésentes dans le développement. Ceci impliquerait que quiconque faisant des recherches sur les notions de développement comme "rapport de pouvoir" ne peut faire l'économie du genre.

Il y a aussi l'argument de l'efficacité du développement tel que prôné par la Banque Mondiale. Pour les partisans de cette approche, il s'agit de "faire participer" les femmes parce qu'elles sont efficaces (comme gestionnaires dans les sphères privée et publique, comme travailleuses, comme médiatrices des conflits etc.) car négliger 50% de la population n'est ni efficace ni durable pour le développement d'un pays. Cet argument, populaire auprès des politiciens et de certains bailleurs risque d'instrumentaliser le genre et de le dépolitiser. L'approche genre dans ce cas est paradoxale : en sortant les femmes de l'ombre, elle les aide à acquérir de nouveaux rôles, à conquérir de nouveaux espaces et devenir des "super-agents sans argent" du développement pour pallier les déficits induits par les réformes de l'économie. Prise de pouvoir ou surexploitation des femmes ? Un des défis de la recherche genrée peut donc être de comprendre le lien entre, d'une part, participation et pouvoir et, d'autre part, entre efficacité et égalité, et de remettre en cause le genre "utilitaire" qui met les femmes en avant sans dénoncer qu'elles sont vraiment "en arrière".

Finalement, l'argument de l'applicabilité de la recherche est essentiel. En effet, sur le terrain, au Sud en particulier, le monde associatif, notamment les organisations de femmes, vivent le genre au quotidien. Ils ont besoin de données pour comprendre et de pistes pour agir dans tous les domaines. La recherche-action sensible au genre, quantitative mais aussi qualitative, a été négligée jusqu'à présent. En général, les recherches sont en décalage par rapport à la réalité des populations à commenté **Adama Moussa** du Mali.

Ces arguments ont trois implications. Premièrement, que tout chercheur, femme ou homme, *peut* utiliser l'approche genre sans être féministe. Deuxièmement, que tout chercheur, femme ou homme, *devrait* scientifiquement utiliser l'approche genre comme variable dans toute analyse, pour une meilleure compréhension "du monde". Troisièmement, que les recherches féministes et sur le genre devraient être *valorisées* pour leur apport essentiel aux sciences sociales – et politiques et aux questions de développement durable.

FAUT-IL FAIRE DU GENRE UNE DISCIPLINE ?

S'il est entendu que le genre n'est pas un sacrifice à un effet de mode, comme l'ont souligné **Pierre Sadran** et **Michel Cahen** de l'IEP de Bordeaux, que la variable genre est nécessaire et transversale dans les recherches, et que les recherches sur le genre sont une contribution importante aux sciences sociales, faut-il faire du genre une discipline ?

Attention, ont signalé des participants, à la tendance de certaines institutions de faire disparaître le genre sous prétexte de transversalité. *Intégré ne veut pas dire invisible*. L'expérience de l'IUED de Genève montre que le genre, au sein d'une même institution, peut se décliner comme thème transversal (dans le cadre des enseignements généraux et d'un accompagnement des doctorats et des recherches) et faire l'objet d'une attention spécifique (modules et formations ciblés sur genre, colloques, groupes de discussion de chercheur-es, etc.). Ceci nécessite une politique, des moyens et des efforts. Là aussi, le monde francophone africain et la France sont en retard (la Belgique et la Suisse étant plus avancées). L'Institut du Genre du Codesria au Sénégal, commenté par **Ndeye Sokhna Gueye**, est chose rare. Source de réflexion pour un nombre encore très restreint de chercheur-es, cet Institut a pourtant du mal à assurer le suivi qui serait nécessaire pour garantir une mise en œuvre des enseignements et leurs répercussions durables sur d'autres institutions.

Le manque de formation sur le genre se décline à plusieurs niveaux. Il y a très peu d'enseignements universitaires sur le genre en France selon **Armelle Le Bras-Chopard** (ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) alors que ceux-ci sont courants dans les pays anglo-saxons, nordiques, en Asie et en Afrique anglophone où l'on compte 35 cours d'études sur le genre (gender studies) contre un seul en Afrique francophone (chaire Unesco en République de Guinée). Des expériences existent, dit-elle, mais elles sont peu capitalisées, peu synergiques et souvent peu intégrées dans l'*establishment*. Étonnamment pourtant, plus de recherches et d'enseignements sont dispensés sur le genre en sciences politiques qu'en sociologie ou en histoire. Quoi qu'il en soit, des fonds européens pour l'intégration du genre dans les établissements d'enseignements supérieurs et de recherche restent inutilisés ! La dimension genre est de plus, très peu abordée dans les parcours des pédagogues à tous les niveaux, laissant de côté la construction du masculin-féminin qui est pourtant essentiel à la compréhension des comportements humains, selon **Marina Burkarova-Lorgnier** (Bordeaux Ecole de Management). Outre les étudiant-es, il sera utile de "convaincre les collègues que le genre est un moyen d'intelligibilité, qu'il doit être systématique mais pas forcément central".

Elisabeth Hofmann (chaire Unesco, Université de Bordeaux III) a pour sa part rappelé que les formations en genre en saupoudrage ne satisfont que les apparences et que des formations spécifiques en plus de l'intégration transversale s'imposent. Selon elle, une réelle assimilation ne peut se faire que par une alternance entre apprentissage et application. Echo similaire rapporté par **Claudy Vouhé** (réseau "Genre en Action") qui constate le peu de sensibilisation et d'outils sur le genre parmi les bailleurs de fonds français et les organisations de solidarité internationales (OSI) et s'inquiète du peu d'efforts mis en œuvre jusqu'à présent. Face à ce diagnostic peu encourageant, **Stéphanie Péraud** (ministère des Affaires étrangères) rappelle que des efforts sont faits au niveau des bailleurs pour rendre la prise en compte du genre plus visible et plus lisible dans les politiques et les programmes de développement financés par la France. A ce sujet, partant de son expérience des ONG en Grande Bretagne, **Béatrice Humareau** (Health Unlimited) met en garde contre un affichage "genre" par des bailleurs qui ne suivent pas ensuite systématiquement sa mise en œuvre.

Enfin, la question de l'intégration du genre ne concerne pas que les contenus de la recherche et des enseignements ou des programmes de développement. Elle touche aussi la représentativité femmes-hommes dans les institutions, y compris les OSI. "Les femmes au pouvoir sont indispensables car elles permettent de banaliser, de désacraliser les postes politiques". Malgré des avancées nettes dans les universités, la parité est

LE RÉSEAU ATTEND VOS CONTRIBUTIONS !

Réseau Genre en Action
CEAN, IEP de BORDEAUX,
11 Allée Ausonne
33607 Pessac Cedex, France
Contact :
coordination@genreenaction.net

loin d'être acquise et les institutions sont imprégnées de fonctionnements machistes. Comment faire de l'"affirmative action" sans discréditer les femmes ?

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES JOURNÉES D'ÉTUDES

Face au retard accumulé par les universités et autres acteurs du développement, au Sud et au Nord, il est évident que la prise en compte transversale du genre a besoin, dans un premier temps, d'efforts et de moyens spécifiques. Elle ne se fera pas sans cela.

- Le genre n'est pas une discipline mais un thème. Néanmoins, tant qu'il n'est pas affirmé en tant que tel, il faut lui porter une attention quasi-disciplinaire. Prétendre que le genre est "partout" et qu'il n'est donc pas nécessaire de le mettre "quelque part" en particulier est une posture bien abstraite qui risque de le noyer le genre dans la routine façonnée par le centre de gravité habituel, non "genré" des disciplines. A l'université, des enseignements spécifiques semblent utiles mais aussi des interventions d'experts en genre dans les enseignements généraux. Les réformes "Licence Maîtrise Doctorat" en cours en France mais aussi en Afrique francophone sont-elles des portes d'entrée pour ces changements ?
- Il faut des actions de sensibilisation et de formation dans les universités, les instituts de recherche, les OSI et les décideurs/bailleurs du développement. Les Universités d'été pourraient être organisées avec le financement de l'Union Européenne. Les budgets de formation des OSI doivent aussi répondre à ce besoin. Les responsables doivent s'informer auprès des ministères qui gèrent ces budgets.
- Des réflexions doivent être menées pour clarifier la pertinence d'un regard genre dans les disciplines 'traditionnelles' et par rapport à des enjeux contemporains. Par exemple, il faut faire le lien entre le genre et le développement durable (Yveline Nicolas, Adéquations et Coopération Sud), la gouvernance et la mondialisation, la décentralisation et la participation; la gestion des programmes de développement. Dans ce sens, il est proposé qu'un pôle 'genre en action' soit créé à Bordeaux pour regrouper des chercheur-es, doctorant-es et militant-es associatifs soucieux d'échanger sur ce thème.
- Il est nécessaire de créer davantage de synergies entre la recherche fondamentale et la recherche-action pour pouvoir rendre compte de la complexité des terrains et aider les actions de développement. Dans ce sens, il convient aussi de mettre en évidence l'intérêt de la recherche qualitative pour capter des mécanismes sociaux d'exclusion liés au genre.
- Des synergies s'imposent aussi entre les différents acteurs (femmes et hommes) du développement (faiseurs d'opinion, chercheurs, ONG, bailleurs etc.). En effet, la multiplication des micro-réseaux partiels engendre un manque de visibilité d'ensemble de la démarche genre, au niveaux français et a fortiori francophone et international.
- Le cas du Forum des Associations Issues des Migrations (Forim) évoqué par **Khady Sako** a montré à quel point le fonctionnement des institutions reflète les rapports de pouvoir femme/homme et peut bloquer la recherche de l'égalité. Il est donc important que ces institutions révisent leurs procédures et outils existants pour y intégrer le genre. A l'Université cela signifie encourager (par des bourses, des parcours fléchés, des postes) les recherches *sur* et *avec* le genre ;
- Il est important de favoriser l'accession des femmes à des postes de responsabilité dans le monde enseignant, mais aussi comme enseignantes, chercheur-es, membres de jury etc. ; et ce afin de créer une masse critique de femmes qui pourrait, à terme, rendre les institutions et leurs contenus plus sensibles aux rapports femmes/hommes.

En finir avec l'insoutenable invisibilité des femmes dans la recherche ? C'est possible. Il s'agit avant tout d'un choix politique et de société ! ■

Les présentations sont disponibles dans leur intégralité sur le site du CEAN
www.cean.sciencespobordeaux.fr